

Éditorial

Dégager son ministre, c'est risqué

Arthur Grosjean

Correspondant parlementaire



Les jeunes Turcs du Parti socialiste zurichois ne rêvent que d'une chose: dégager leur propre conseiller d'État Mario Fehr. Que lui reprochent-ils? Une déviance idéologique. Le magistrat pencherait trop à droite et ne représenterait donc plus la base du parti. Une assemblée générale est appelée à trancher ce mardi soir.

Une bisbille zurichoise dont on s'en bat l'œil? Pas si sûr. La tentation du «dégagisme» envers un élu jugé «déviant» de la ligne du parti est un sentiment récurrent qui traverse les formations politiques. Le plus souvent, cependant, cela ne va pas jusqu'au clash. Chacun respecte les règles du jeu. D'un côté, le ministre mène une politique collant à celle de son parti mais plus modérée et pragmatique; de l'autre côté, le parti accepte que son élu, collégialité et pragmatisme obligent, prenne des libertés avec la ligne.

«La tentation du «dégagisme» envers un élu jugé «déviant» de la ligne du parti est un sentiment récurrent qui traverse les partis politiques. Le plus souvent, cela ne va pas jusqu'au clash»

Quand le lien est rompu entre les deux parties, attention à la casse. Je garde encore en mémoire une «exécution» d'un conseiller d'État par son parti. Il n'était ni socialiste ni Zurichois, mais libéral et Genevois. Le conseiller d'État s'appelait Claude Haegi. Nombre de libéraux le trouvaient trop conciliant avec la gauche, trop porté sur l'environnement, pas assez «de droite». Les reproches inversés faits aujourd'hui au magistrat socialiste zurichois. L'affaire genevoise s'est mal terminée il y a plus de vingt ans. La cabale a eu lieu, la majorité du parti a flingué son ministre sortant et le parti... s'est pris une dérouillée dans les urnes.

Hé oui, les électeurs n'aiment pas les règlements de comptes. Et la division publique est souvent fatale pour un parti. Alors que faire quand un ministre prend trop ses aïses ou s'incruste trop longtemps dans sa fonction? C'est à la direction du parti de prendre les choses en main. Elle doit piloter la sortie du magistrat encombrant sans lui faire perdre la face. Du grand art.

Page 18

Bénédicte Les navettes autonomes se développent à Sion



Réflexions

Monnaie pleine, une initiative aux enjeux complexes

L'invité

René Knüsel
Politologue



Avec l'initiative «Monnaie pleine», le citoyen se trouve projeté au cœur d'une profonde réflexion politique et économique. Il lui revient de chercher à comprendre s'il faut mettre en place une alternative au système de production et d'utilisation de monnaie en Suisse.

Aujourd'hui, la Banque nationale suisse (BNS) est responsable de faire imprimer les billets et de presser les pièces de monnaie, utilisés lors de nos achats courants. Les montants plus importants, comme les fonds qui servent aux transactions hypothécaires, aux crédits les plus divers, ne sont pas de son ressort.

Les préoccupations des initiateurs concernent cette masse d'argent, dite monnaie scripturale, dont la création appartient aux banques commerciales et qui pourrait être confiée à la BNS en cas d'acceptation de l'initiative. D'où provient une telle idée et quels sont les objectifs visés? L'idée de mieux contrôler le crédit n'est pas nouvelle en soi. Par le passé déjà, les crises financières ont montré les risques que pouvaient faire courir la multiplication des crédits hors de tout contrôle.

La crise de 2007-2010 a entraîné de nombreuses craintes de par le monde et beaucoup de misère en lien avec «subprimes». Les États-Unis ont été très concernés. La mémoire des Européens est plus marquée par les plans de sauvetage des grandes banques qui ont agité la planète financière et son volet suisse de recapitalisation d'UBS et d'autotransfusion de Credit Suisse.

Éviter le renouvellement de ce type de dysfonctionnement est un des objectifs des promoteurs. Toutefois, l'actualité dessert ce texte, les craintes d'une nouvelle crise étant aujourd'hui moins d'actualité. Au-delà de son caractère pionnier, le débat porte sur le dispositif de gestion des avantages, que ce nouveau dispositif pourrait produire.

Comme souvent, ces perspectives, dont la définition relève essentiellement des autorités politiques légitimement élues, dénotent une certaine cacophonie. Les prises de position des différents soutiens diffèrent fortement quant aux effets à attendre, bénéfiques ou non, et aux populations concernées.

«Les crises financières passées montrent la fragilité des mécanismes de contrôle actuels»

Le texte de l'initiative attribue les bénéfices réalisés par la BNS pour deux tiers à la Confédération et aux cantons. Les auteurs laissent entendre que les montants concernés sont conséquents et leur transfert du privé au public pourrait fluidifier les ressources des collectivités publiques, voire financer un revenu pour chaque habitant.

Les préoccupations portées par l'initiative sont loin d'être anodines. Les crises financières passées montrent la fragilité des mécanismes de contrôle actuels. Pour autant, les incertitudes engendrées par la nouveauté des mesures proposées entraîneront la méfiance du souverain. Dommage pour le débat et la réflexion!

Un cinéaste citoyen face aux dealers de rue

L'invité

Olivier Delacrétaz
Président de la Ligue vaudoise



Les idées toutes faites nous dispensent de réfléchir. L'une d'entre elles est que toute personne de gauche doit considérer le dealer (petit trafiquant) comme une victime et dénoncer l'inhumanité de la répression policière qui s'exerce à son égard. L'idée complémentaire est que toute personne proposant de renforcer ces mesures répressives est une brute antédiluviennne, insensible et ignorante. Et voilà que le cinéaste Fernand Melgar, éti-queté humaniste de gauche, vient de briser cette commode représentation de la société.

N'acceptant pas le fait que, dès 7 h du matin, des dealers rôdent autour de l'école de ses enfants sans que la police n'intervienne, il demande que la Ville de Lausanne soit poursuivie pour homicide par négligence à chaque fois qu'un adolescent décède de la drogue. «Nous sommes en situation de guerre», déclare-t-il encore.

Quand quelqu'un sort à ce point du cadre, et même si sa volonté de provoquer est manifeste, il doit s'attendre à de sérieuses réprimandes. Elles n'ont pas manqué. On lui a notamment reproché de «faire le lit de l'UDC». En clair, un homme de gauche a le devoir de cacher la vérité s'il se trouve qu'elle est aussi proclamée par la droite. M. Melgar répond qu'il ne parle pas en tant qu'homme de gauche, mais en tant que patriote: «Je suis une personne engagée, un citoyen, un père de famille.»

Mardi matin, la RTS a donné un extrait de l'émission «Forum», où M. Melgar était confronté à M. Pierre Conscience, conseiller communal d'extrême gauche. Il vaut la peine d'écouter cet échange: la voix de M. Melgar est pleine d'émotion, d'incompréhension et de colère; celle de M. Conscience est hautaine, froide et définitive. Car il sait, lui. Il «sait» que la solution consiste primo à dépénaliser le commerce des drogues et secundo à donner des permis de travail aux dealers. Ces prétendues solutions ne sont en fait qu'une façon d'équivoquer la question en rattachant les faits concrets qu'évoque M. Melgar à des considérations si vagues et générales que elles en échappent à la réfutation.

Manuel Valls avait déclaré après le Bataillon de ses Français devraient désormais vivre avec le terrorisme. M. Con-

science et plus d'un élu, y compris du centre droit, font de même à l'égard du deal de rue: ils jouent les réalistes en théorisant leur incompréhension.

M. Melgar a revendiqué son droit de dénoncer l'inefficacité des autorités sans être obligé de proposer lui-même des solutions.

«M. Melgar a revendiqué son droit de dénoncer l'inefficacité des autorités sans être obligé de proposer lui-même des solutions»

Et c'est tout à fait légitime. Rappelons qu'il faut trouver des équilibres. À Lausanne notamment, les habitants n'en peuvent plus et veulent des changements concrets. Il faut les écouter et tenter de nouvelles approches, qui répondent à leurs besoins.

Le deal de rue est-il une fatalité?
Pas du tout. C'est un problème d'ordre public, qui entraîne des sentiments d'insécurité, de frus-

Drogue

«Réguler le cannabis réduira le deal de moitié»

Alors que le débat sur le deal de rue s'enflamme, le secrétaire général du groupement romand d'études des addictions, Jean-Félix Savary, appelle à régulariser le marché

L'essentiel

● **Le problème** La colère des habitants monte face au deal de rue à Lausanne

● **Le débat** Comment la Ville peut-elle prendre le contrôle de la situation?

● **L'idée** Un spécialiste des addictions salue la piste évoquée par le commandant de la PJ

Cindy Mendicino

Habitants du Maupas excédés, cinéaste en colère, élue qui appelle à manifester contre le deal... Le débat sur la vente de drogue à Lausanne s'emballa. Il y a dix jours, c'est une petite phrase du commandant de la police judiciaire de la ville qui tapait dans l'œil de Jean-Félix Savary, secrétaire général du GREA (Groupement romand d'études des addictions). Interview.

Un commandant de police qui ouvre la possibilité de «prendre le contrôle» et que l'État gère ou du moins tolère le deal dans certains lieux... ça vous parle?

Aujourd'hui l'idée fait son chemin, car les solutions efficaces pour réduire le deal ne sont pas si nombreuses. On a enfin compris que la consommation de drogue ne disparaîtra pas, et qu'il faut mieux traiter les problèmes concrets un à un pour les réduire. La prohibition revient dans les faits à un système de marché sans aucune règle.

La situation de la drogue en Suisse s'est-elle aggravée?

Oui et non. Nous avons été bons en santé publique, avec des mesures efficaces pour les consommateurs. Nous avons ensuite renforcé la répression pour éliminer le deal, mais malheureusement la situation s'est plutôt détériorée pour la population. Ce n'est pas une surprise, car toutes les études montrent que là où la répression augmente, elle n'a pas d'impact sur la consommation, mais en revanche, elle augmente la violence et l'insécurité.

Il n'empêche que le deal de rue émerge beaucoup de monde...

Et c'est tout à fait légitime. Rappelons qu'il faut trouver des équilibres. À Lausanne notamment, les habitants n'en peuvent plus et veulent des changements concrets. Il faut les écouter et tenter de nouvelles approches, qui répondent à leurs besoins.

Le deal de rue est-il une fatalité?
Pas du tout. C'est un problème d'ordre public, qui entraîne des sentiments d'insécurité, de frus-



Rue
Aux Cédres, à Lausanne, des hommes sont quotidiennement postés pour vendre du cannabis ou de la coke. PATRICK MARTIN

«Là où la répression augmente, elle n'a pas d'impact sur la consommation, mais en revanche, elle augmente la violence et l'insécurité»



Jean-Félix Savary
Addictologue, secrétaire général du GREA

● Revoilà le serpent de mer. Il y a une semaine, la socialiste Anne-Françoise Decollogny déposait une interpellation qui pousse les autorités à s'exprimer sur les mesures de lutte contre le deal de rue. Le président de section, Benoît Gaillard, déplore quant à lui le manque d'action du responsable PLR de la Sécurité, Pierre-Antoine Hiltbrand. «Il n'y a pas de plan, comme nous l'avons déjà signalé, donc pas de base pour débattre.» Il poursuit: «Le deal de rue n'est pas uniquement un problème de sécurité publique. Il faut travailler aussi sur l'accès au travail, sur les perspectives d'intégration. Mais jamais il ne

faut abandonner la rue au trafic, elle doit rester accessible pour tous.» L'élue PDC Sandra Pernet lance une «manifestation citoyenne contre ce phénomène», ce mercredi. Il «est grand temps que les riverains s'approprient leurs quartiers», dit-elle. Le Vert Vincent Rossi réfléchit pour sa part à des zones dédiées au deal, comme il l'avait déjà évoqué il y a quelques années, même si «la question est politiquement très délicate». «On pourrait imaginer une hiérarchie des zones d'exclusion du deal, résume-t-il. Avec des secteurs où il n'est absolument pas toléré, par exemple les écoles, les places de

Faut-il admettre que le combat contre la drogue est perdu?
Non. Il y a toujours des solutions quand on parle de problèmes con-

Côté politique, chacun se mêle au débat à sa façon

crets. Nous avons réduit un grand nombre de difficultés prétendument insurmontables dans les années 90, comme la diffusion du VIH/sida, la criminalité, les scènes ouvertes. À court terme, nous devrions laisser les autorités travailler, par exemple en canalisant l'offre de manière à ne pas déranger inutilement la population et s'arranger pour que le deal soit moins visible. Cela passe par une relative tolérance dans d'autres lieux, où c'est l'État et non les dealers qui fixent les règles. Pour contrôler le marché, il faut accepter qu'il existe.

Le contrôle est-il du ressort des villes?
Oui. Et elles sont toutes confrontées à cela. Elles permettent de se procurer des produits dans un relatif anonymat. Cela en fait les lieux où le deal se développe. Aujourd'hui, elles tapent du poing sur la table pour défendre leurs intérêts. Nous devons les entendre et leur donner la possibilité de contrôler le marché, en respectant le fédéralisme. On y arrive en ce moment avec le cannabis.

C'est la solution à long terme?
La régulation, oui. Ce n'est qu'en capturant l'offre que nous supprimerons le deal. Par ailleurs, il y a d'autres avantages, comme des rentrées fiscales pour financer la prévention et l'amélioration de la

qualité des produits (ce qui veut dire moins de problèmes sanitaires). Pour ça, il va falloir que tout le monde se mette autour de la table dans une logique de compromis. Parce que tout le monde, à son échelle, souffre de la situation.

Réglementer le cannabis, c'est une chose. Vous imaginez faire pareil pour la cocaïne?

Aujourd'hui, en Suisse, on prescrit davantage d'héroïne qu'on n'en saisis. La consommation baisse et la situation des personnes fortement dépendantes s'améliore. Les stimulants comme la cocaïne ou le crystal posent des défis bien plus grands et il est difficile de savoir comment il faudra s'y prendre. Mais il faut déjà mener à bien le chantier du cannabis, qui devrait réduire une bonne moitié du deal de rue.

Les impacts sanitaires extrêmes de l'héroïne ont permis d'agir plus vite?

Sûrement. Mais la situation d'aujourd'hui a des similitudes avec le début des années 90. Devant l'impossibilité de supprimer les drogues, nous les avons canalisées, avec la politique des 4 piliers. Le prix à payer en a été la fin de nos illusions sur l'éradication des drogues. Aujourd'hui, c'est le deal qui pose problème. De la même manière, il faut résoudre ce problème-ci avec des solutions plus pragmatiques, qui ne visent plus à punir systématiquement tous les acteurs, mais à encadrer ces nuisances pour réduire au maximum les dommages pour tout le monde.

